Contre-terrorisme : les É.-U. félicitent les pays africains pour leurs efforts

Le discours d'un haut responsable du département d'État, M. Henry Crumpton, à Alger

M. Henry Crumpton lors d'une interview au département d'État. (Photo dép. d'État - Janine Sides)

Pour gagner la guerre contre le terrorisme, les États doivent œuvrer de concert non seulement pour détruire les réseaux ennemis, mais aussi pour encourager la bonne gouvernance fondée sur l'État de droit, la tolérance et la prospérité, a indiqué M. Henry Crumpton, ambassadeur itinérant des États-Unis chargé du contre-terrorisme, lors d'une conférence qui s'est tenue le 20 février à Alger (Algérie).

Organisée par les États-Unis, par l'Union africaine et par le Centre des études stratégiques de l'Afrique, cette conférence a réuni pendant une semaine des délégués des pays participant à l'Initiative trans-saharienne de lutte contre le terrorisme (» Trans-Sahara Counterrorism Initiative » ou TSCTI).

M. Crumpton a déclaré aux délégués que, du fait des progrès réalisés par la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme, le réseau Al-Qaïda et d'autres groupements auraient à chercher sans cesse de nouveaux refuges dans des pays instables à travers le monde.

Il a invité les participants à la TSCTI, venus à Alger en vue d'échanger des informations et d'élaborer des recommandations en matière de contre-terrorisme, à examiner les causes fondamentales du terrorisme. « Dans un pays où l'absence de liberté détruit l'espoir, a-t-il dit, certains de ses habitants estiment parfois qu'ils ont de bonnes raisons de s'en prendre violemment à ceux qu'ils considèrent comme responsables de leur situation lamentable. »

Il s'ensuit que la tâche à exécuter doit consister aussi bien à supprimer les réseaux de terroristes qu'à encourager la démocratie, car « des régimes qui sont caractérisés par l'absence de choix politique, de gouvernance transparente, de possibilités économiques et de libertés publiques peuvent constituer des incubateurs d'extrémistes ».

En conclusion, M. Crumpton a déclaré que, en raison de la similarité de la menace des terroristes à une insurrection, il était nécessaire d'élaborer « une stratégie de contre-insurrection qui comprenne tous les instruments de la gouvernance : attaquer l'ennemi, le priver de refuges et satisfaire les besoins socio-économiques et politiques de ces pays-refuges ».

On trouvera ci-après le texte du discours de M. Crumpton.

Je suis heureux d'être venu à Alger, à la suite mon prédécesseur et ami, M. Cofer Black, qui était venu ici en octobre 2004, à l'occasion de l'inauguration du Centre du contre-terrorisme de l'Union africaine. Je tiens à féliciter l'Union africaine et ses membres pour les progrès qu'ils ont réalisés collectivement depuis cette inauguration.

La présente conférence représente l'interdépendance croissante nécessaire pour réaliser notre objectif commun, à savoir une réaction transnationale à une menace transnationale. Je remercie le général Fulford et le Centre d'études stratégiques pour l'Afrique de l'Université de défense nationale des États-Unis, ainsi que M. Djinnit pour l'attention qu'il consacre aux questions de contre-terrorisme. Je tiens aussi à remercier le gouvernement algérien, en particulier le président Boutéflika, pour son hospitalité chaleureuse et pour la réussite de ses mesures antiterroristes. Enfin, dans le cadre de cette guerre longue et complexe, j'exprime ma gratitude au peuple algérien pour son endurance, sa détermination et son courage. Il donne l'exemple à nous tous.

Il s'agit de ma première visite à Alger, mais non pas en Afrique. J'ai vécu et travaillé dans ce continent pendant une dizaine d'années. J'ai fait la connaissance de ma femme en Afrique et nous y avons élevé nos enfants. C'est un honneur pour moi d'y être revenu et d'être parmi vous.

Les organisateurs de la conférence m'ont demandé de donner les grandes lignes d'une notion commune de la menace que le terrorisme fait peser sur le monde et de son évolution depuis la réaction des États-Unis aux attentats du 11 septembre 2001. J'aimerais bien pouvoir donner une notion complète, claire, unifiée et parfaite d'une question aussi complexe. Nous nous efforçons encore à l'ONU de parvenir à une définition commune du terrorisme. Nous débattons des questions suivantes au sujet de la guerre en Irak : quelle en sera l'issue, quels en seront les effets, comment la tactique de l'ennemi va-t-elle évoluer, où va apparaître la prochaine menace, comment mesurons-nous cette menace, comment mesurons-nous notre réussite ?

Si nous ne pouvons pas répondre à toutes ces questions aujourd'hui, j'espère offrir quelques idées et donner un aperçu des grands paramètres de la voie qui est devant nous. Puis, pendant les jours suivants, il vous restera le plus dur à faire. Je tiens à souligner quelques-uns de ces points dès maintenant.

Durant les prochaines décennies, ce conflit, mené dans une société mondiale en évolution rapide, prendra des tournures que personne ne peut prévoir, malgré tous les efforts de nos services de renseignement. Il nous faut donc nous préparer à l'incertitude, comme vous le faites pendant cette conférence, en créant des liens

d'entente et de confiance. Nous avons besoin les uns des autres et nous aurons besoin d'avoir confiance plus que jamais. Fondée sur la compréhension, la confiance encourage l'échange d'informations et des stratégies collectives.

Dans le contexte opérationnel, la confiance stimule la rapidité, l'agilité, la furtivité et la force collective. Nous faisons tous partie de réseaux en qui on a confiance. C'est en grande partie l'objet de cette conférence. Oui, nous devons comprendre l'ennemi, le champ de bataille, la tactique et mettre au point des contre-mesures efficaces.

Nous devons aussi nous comprendre nous-mêmes. Nous devons nous comprendre les uns les autres. En fonction de cette connaissance, nous devons établir des liens plus étroits de confiance. La présente conférence et vous tous peuvent contribuer à ce réseau de confiance. Mon deuxième point est que nous gagnerons cette lutte grâce à nos efforts collectifs, grâce à notre force interdépendante.

À quoi le réseau Al-Qaïda ressemble-t-il aujourd'hui ? Dans la lettre qu'il a adressée à Abou Moussab al-Zarquawi, le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, se lamente au sujet de leur défaite en 2001 en Afghanistan. Il décrit comment les Afghans se sont ralliés contre eux et ont privé Al-Qaïda de son principal refuge. Il indique que les autorités pakistanaises ont diminué encore plus le nombre de leurs chefs.

Du fait de ces événements et d'efforts internationaux de plus grande ampleur, Al-Qaïda a perdu sa structure bien définie de commandement et de contrôle de la période antérieure aux attentats du 11 septembre 2001. La capture d'Hambali a rompu le lien existant entre Al-Qaïda et des groupes affiliés en Asie du Sud-Est. La capture d'Abou Faraj-al-Libi a diminué ses contacts au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La mort des collaborateurs de Zawahiri en janvier 2006 au Pakistan a encore plus isolé les dirigeants d'Al-Qaïda. À cet égard, ils sont plus faibles et font peser une menace directe moindre.

Du fait de cette réduction de ses liens, Al-Qaïda dépend d'autres moyens indirects de faire la guerre. Ce réseau cherche à faire siens des conflits locaux et régionaux. Il incite à la violence par la propagande. Il inspire d'autres personnes à embrasser un conflit existentiel, un conflit où l'assassinat et le suicide semblent plus attirants que la justice et l'honneur. Il n'accepte aucune responsabilité pour son sort, mais en blâme d'autres, en particulier les États-Unis.

M. Bruce Hoffman a déclaré devant le Congrès, en septembre 2005, qu'Al-Qaïda et ses diverses forces alliées avaient les caractéristiques d'une insurrection amorphe. Je suis tout à fait de cet avis. Al-Qaïda et ses alliés, notamment leurs membres, ont recours à la collecte de renseignements, à la dénégation, à la tromperie, à la propagande, à la subversion, au sabotage, au terrorisme et à la guerre en rase

campagne. Ils emploient ces tactiques pour obtenir des effets asymétriques et stratégiques.

Pour de nombreux groupements terroristes, le terrorisme n'est qu'une de leurs diverses tactiques. Pour Al-Qaïda et certains de ses alliés, le terrorisme a une importance primordiale et un rôle déterminant. Pour ces ennemis, le terrorisme est non seulement un moyen pour parvenir à une certaine fin politique, mais aussi un moyen de se définir. La radicalisation s'est propagée, et cette notion particulière de guerre existentielle a maintenant des adhérents régionaux, nationaux et locaux. Il suffit d'observer le réseau Zarqawi en Irak, les restes du réseau d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, la JI (Jemaah Islamiyah) en Asie du Sud-Est et le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) au Sahel. Des exemples au niveau local comprennent les poseurs de bombes de Londres, de Madrid et de Charm el-Cheikh.

L'Irak se heurte à des difficultés en ce qui concerne tant la création d'un État viable que le terrorisme régional. Au début de décembre 2005, le ministre irakien de la défense m'a invité à se joindre à lui pour une réunion avec les chefs des tribus de la province d'al-Anbar ; ceux-ci étaient fiers, prompts à critiquer, mais aussi désireux de trouver des solutions politiques et de s'occuper des membres de leurs tribus. De plus en plus, ces chefs de tribus contribuent au contre-terrorisme.

De nos jours, même des insurgés irakiens qui sont contre la coalition tuent des combattants étrangers du groupe Zarqawi. La plupart des combattants étrangers ne quittent jamais l'Irak parce qu'ils y meurent. Certains de ceux qui partent comprennent maintenant que le conflit n'est pas une guerre sainte, mais plutôt un moyen de promouvoir de façon cynique les intérêts politiques d'Al-Qaïda et d'al-Zarqawi. D'autres rentrent tout simplement chez eux, démoralisés. Toutefois, il se peut que d'autres retournent dans leur pays d'origine après avoir acquis des connaissances en matière de tactique et de commandement qui posent un grave danger, et que, vu les progrès réalisés en Irak, la formation d'un gouvernement démocratique issu des élections et la disparition des refuges pour les combattants étrangers, des forces radicalisées, ayant acquis peut-être une expérience en Irak, recherchent de nouveaux pays pour se regrouper et pour exercer leurs activités.

On ne peut plus présumer que tous les États peuvent contrôler et orienter les menaces apparaissant sur leur territoire. On ne peut pas présumer non plus que des États faibles et mal gouvernés ne constituent qu'une charge pour leur population ou qu'un problème d'ordre humanitaire pour la communauté internationale.

La technologie supprime la distance qui nous séparait autrefois de façon claire géographiquement. Les refuges dans le cyberespace et la capacité de transférer des fonds, du matériel et des gens dépend de l'existence de réseaux clandestins

régionaux (tels que ceux qui existent pour le trafic de stupéfiants, le piratage ou le passage clandestin de personnes d'un pays à un autre).

La plupart des refuges des terroristes se trouvent de part et d'autre de frontières nationales, dans des lieux tels que la mer de Sulu, la frontière du Nord-Ouest et le Sahel. Les terroristes tirent parti des frontières nationales. Des mesures régionales sont donc nécessaires pour les priver de leurs refuges.

C'est pourquoi l'établissement de partenariats régionaux est le fondement de toute stratégie durable de contre-terrorisme. Les États-Unis cherchent des partenaires à part entière, aux niveaux bilatéral et régional, pour lutter contre l'ennemi avec tous les instruments des pouvoirs publics.

Ces dernières années, on a observé comment les activités de contrebande d'armes et d'autres produits du GSPC au Sahel ont complété ses activités de terrorisme. Maintenant, le GSPC cherche à établir un refuge dans la région trans-saharienne. Les activités de la faction dont le chef est Abderrezak al-Para, notamment la prise en otage de 32 Européens en 2003 et les combats de harcèlement dans un grand nombre de vos pays, ont souligné la menace que le GSPC faisait peser sur toute la région.

Le GSPC est devenu un mouvement terroriste régional, qui recrute et qui mène ses activités dans tous vos pays et au-delà. Il établit des liens avec des groupements terroristes du Maroc, du Nigeria, de la Mauritanie, de la Tunisie et d'autres pays. L'attaque qu'il a lancée en juin 2005 contre un avant-poste de l'armée mauritanienne a confirmé clairement que la capture d'Abderrezak al-Para n'a pas dissuadé le GSPC de poursuivre ses activités, ni mis fin à sa menace. Après cette attaque, les terroristes se sont enfuis au Mali.

Si nous ne faisons rien, nous verrons d'autres attaques de ce genre. Nous verrons un renforcement de la coopération entre les groupements terroristes de la région et, malheureusement, l'établissement de nouveaux liens avec des groupes en dehors de la région, en particulier en Europe. Les dirigeants d'Al-Qaïda peuvent être isolés et sous pression, incapables de communiquer efficacement, mais cela n'a pas empêché des groupements régionaux d'établir des réseaux indépendants entre eux, ce qui cause à divers égards des problèmes encore plus redoutables en matière de collecte de renseignements et de politique stratégique.

Du fait qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle menace, les États-Unis ont cherché, dans le cadre de l'Initiative pan-Sahel, à renforcer les moyens des forces de sécurité de la région en matière de contre-terrorisme. Nous nous sommes rendu compte collectivement que même cet effort était insuffisant. Nous avons donc pris une nouvelle initiative afin d'inclure une zone géographique plus vaste comprenant le

Maghreb. Nous sommes aussi convenus d'élargir notre effort au-delà des capacités sécuritaires et militaires en matière de contre-terrorisme. Vu que cette menace ressemble à une insurrection, il nous faut élaborer une stratégie de contre-insurrection qui comprenne tous les instruments de la gouvernance : attaquer l'ennemi, le priver de refuges et satisfaire les besoins socio-économiques et politiques de ces pays-refuges. Le succès du contre-terrorisme offensif et tactique nous donne du temps et de l'espace pour mettre sur pied des programmes bien plus durables et bien plus constructifs dont a besoin la société.

Ce nouveau partenariat régional à caractère unique est l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme (» Trans-Sahara Counterterrorism Initiative » ou TSCTI), qui est la raison pour laquelle nous sommes tous ici aujourd'hui. Ce sera le sujet de nos conversations pendant la semaine à venir. La TSCTI vise à lier tous nos efforts en matière de contre-terrorisme dans les pays du Maghreb et dans le Sahel.

Nous envisageons une stratégie pluriannuelle à volets multiples visant à vaincre les groupements terroristes en renforçant les capacités régionales de lutte contre le terrorisme, en accroissant la coopération entre vos forces de sécurité et les nôtres et en l'institutionnalisant et surtout en favorisant le développement économique, la bonne gouvernance, l'enseignement, les institutions libérales et la démocratie. En réussissant sur le plan politique, nous discréditons l'idéologie des terroristes et nous les privons des recrues dont ils ont besoin tout en fournissant aux anciennes recrues des possibilités et de l'espoir.

L'isolement et finalement la destruction des réseaux de terroristes ne constituent que la première étape. Il nous faut offrir bien davantage pendant la seconde étape. Il nous faut offrir une meilleure vision. Nous devons remplacer l'idéologie de la haine par celle de l'espoir. C'est aussi là une partie essentielle de cette initiative. Les programmes de gouvernance démocratique devraient viser en particulier à fournir un degré suffisant de soutien des États-Unis au développement démocratique et économique du Sahel de manière à renforcer vos capacités de faire face aux menaces des terroristes.

Les programmes de diplomatie publique nous permettront d'œuvrer de concert avec vous pour élargir nos efforts en matière de sensibilisation au Maghreb, au Sahel, au Nigeria et au Sénégal et de tenter d'élaborer des programmes régionaux locaux dans cette vaste zone géographique très diverse. Nous mettrons l'accent sur le maintien de la tolérance et de la modération traditionnelles des Africains musulmans et sur l'opposition à la propagation de l'extrémisme, en particulier chez les jeunes en danger et chez les ruraux.

Il s'ensuit en pratique que notre tâche la plus importante dans la guerre contre le terrorisme n'est pas la « tâche destructrice » consistant à supprimer des réseaux

ennemis, mais la « tâche constructive » consistant à créer la légitimité, la bonne gouvernance, la confiance, la prospérité, la tolérance et l'État de droit. Des régimes qui sont caractérisés par l'absence de choix politique, de gouvernance transparente, de possibilités économiques et de libertés publiques peuvent constituer des incubateurs d'extrémistes.

Il nous faut trouver les moyens d'encourager la démocratisation et de l'entretenir. Dans un pays où l'absence de liberté détruit l'espoir, certains de ses habitants estiment parfois qu'ils ont de bonnes raisons de s'en prendre violemment à ceux qu'ils considèrent comme responsables de leur situation lamentable.

Nous envisageons d'apporter une aide à tous les pays partenaires, notamment en ce qui concerne la création de réseaux d'échange d'informations. Nous espérons mettre en route un grand nombre des programmes de la TSCTI à la fin de cette année. Les conclusions auxquelles nous parviendrons durant la conférence et les travaux entre vos gouvernements et le nôtre détermineront l'essentiel de ces programmes.

La présente conférence devrait aboutir à des orientations recommandées, à des programmes interministériels et à des opérations sur le terrain. Ce processus doit être dynamique et rapide de manière à ce qu'on puisse faire face à des variables changeantes : la conception stratégique et la mise en œuvre sont en effet interdépendantes. C'est là notre mission collective. La conférence nous offre une occasion de lutter contre le terrorisme au niveau régional, une occasion qui aura des effets profonds sur l'ennemi et sur tous nos concitoyens qui méritent notre aide.

La réussite de la lutte contre le terrorisme en Afrique sera une réussite mondiale. Je tiens à citer les propos de l'ambassadeur de l'Algérie aux États-Unis, M. Amine Kherbi. Lors du discours qu'il a prononcé l'an dernier à l'Université de défense nationale des États-Unis, il a déclaré au sujet de la TSCTI : « Ces initiatives et ces programmes sont essentiels pour la prévention du terrorisme et pour la lutte contre ce fléau. Ils revêtent une importance d'ordre stratégique pour la stabilité des pays africains et pour leur sécurité. Ils constituent aussi une expression des préoccupations des États-Unis et montrent que l'Afrique a une importance vitale pour la sécurité des États-Unis et pour leurs intérêts durables et globaux dans la région. »

Autre point important : si nous voulons réussir dans le cadre de cette guerre, il nous faut surmonter certains des différends politiques qui nous divisent. Al-Qaïda et d'autres groupements cherchent à tirer parti de ces différends. C'est pourquoi nous pensons que le Maroc et peut-être la Mauritanie si elle continue de s'orienter vers le rétablissement de la démocratie doivent être des participants à part entière dans la TSCTI et dans la guerre mondiale contre le terrorisme. Nous savons que les pays participant actuellement à la TSCTI ne sont pas tous membres de l'Union africaine, et les États-Unis ne comptent pas se mêler de ces questions. Toutefois, nous tenons à

dire que la coopération et la sécurité régionales exigent que nous accordions une grande importance à la perspicacité et à l'expertise de tous nos membres.

Le rôle des États-Unis est de collaborer avec vous, de déterminer comment nous pouvons œuvrer de concert. Nos opérations dans le cadre de la guerre contre le terrorisme doivent être menées avec des partenaires locaux comme vous en appliquant des mesures prises au niveau local, de manière à satisfaire vos besoins et à tenir compte de la situation sur le terrain. C'est pourquoi mes collègues et moi sommes ici. Nous attendons avec intérêt les conversations que nous allons avoir cette semaine avec vous tous.

En conclusion, voici le résumé des aspects plus larges et plus durables du cadre de la TSCTI, notamment les principes suivants : « Consultation, justice et égalité dans l'effort visant à parvenir à la bonne gouvernance, à élargir la participation à la vie politique, à établir l'État de droit, à protéger les droits de l'homme, à appliquer la justice sociale, la transparence et la responsabilisation, à lutter contre la corruption et à mettre en place les institutions de la société civile. ». Ce sont là les termes de la déclaration de Dacca, signé par les dirigeants de l'Organisation des États islamiques en décembre 2005, qui peuvent aussi servir pour notre gouverne.